

REGIE DES PARKINGS GRASSOIS

STATUTS

Article 1er. – Objet de la Régie :

La ville de Grasse a, par délibération du Conseil Municipal du 6 décembre 2012, créé une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière afin d'assurer la gestion du service public industriel et commercial relatif à l'exploitation des Parcs de stationnement de Notre-Dame-des-Fleurs/Martelly et de La Roque qui sont des propriétés communales.

Par délibération en date du 12 novembre 2019, la ville de Grasse a décidé de mettre à disposition le Parc de stationnement Roubaud, propriété communale, à la Régie afin que cette dernière en assure la gestion et l'exploitation.

Par délibération en date du 29 mars 2022, la ville de Grasse a décidé de mettre à disposition un terrain de 705 m² implanté dans la parcelle BL92, propriété communale, à la Régie afin que cette dernière aménage un nouveau parc de stationnement puis en assure la gestion et l'exploitation. Ce parking est dénommé Parc Chiris.

Enfin, la Régie est également habilitée à étudier toute nouvelle implantation de Parcs de stationnement sur le territoire de la ville de Grasse.

Cette Régie est nommée « Régie des Parkings Grassois ».

TITRE 1^{er}

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA REGIE

Article 2. – La Régie est administrée par un Conseil d'administration et un Directeur.

CHAPITRE 1^{ER}

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 3. – Le Conseil d'administration est composé de sept membres titulaires et d'un nombre égal de membres suppléants. Les membres du Conseil d'administration sont désignés par le Conseil municipal. Ils sont relevés de leurs fonctions par la même autorité.

La catégorie de personnes parmi laquelle sont choisis ceux d'entre eux n'appartenant pas au conseil municipal est la catégorie des fonctionnaires municipaux.

La durée de fonction des membres du Conseil municipal ainsi que la durée du mandat du Président et du ou de vice-présidents sont celles du mandat municipal.

Les membres du Conseil d'administration seront renouvelés dans les conditions précitées.

Article 4. – Les membres du Conseil d'administration ne peuvent :

- Prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la Régie ;
- Occuper aucune fonction dans ces entreprises ;

- Assurer aucune prestation pour ces entreprises ;
- Prêter en aucun cas leur concours à titre onéreux à la Régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'administration, à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Maire.

Article 5. – Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de durée du mandat municipal.

En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus brefs délais, au remplacement de la personne démissionnaire ou décédée et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil municipal.

En cas d'absence répétée d'un membre au Conseil d'administration, et sans excuse valable de la part de ce dernier, le Conseil municipal peut sanctionner cet élu et prononcer sa démission. Il est alors procédé au remplacement de la personne défaillante et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Conseil municipal.

Article 6. – En dehors du remboursement de leurs frais de déplacement, les membres du Conseil d'administration ne reçoivent aucune rémunération ni jetons de présence, conformément à l'article R 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7. – Le Conseil d'administration élit dans son sein, un Président et un Vice-président. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le Président et le Vice-président sont élus pour une période ne pouvant excéder la limite du mandat municipal. Ils sont rééligibles dans les mêmes conditions.

Article 8. – Le Conseil se réunit tous les trois mois. Il peut en outre, être réuni par son Président chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur la demande de la majorité des membres.

Toute convocation est faite par le Président. Elle est adressée par e-mail, trois jours francs avant la date de réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par décision du Président.

Article 9. – Le Conseil ne peut délibérer que lorsque la moitié des membres en exercice assistent à la séance. Quand, après deux convocations successives, à trois jours au moins, d'intervalle, le Conseil ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération est valable quel que soit le nombre des membres présents.

Article 10. – Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les séances du Conseil d'administration ne sont pas publiques.

Article 11. – Le Conseil désigne en son sein un secrétaire de séance. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Président.

- Article 12.** – Le Conseil d'administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la Régie.
- Article 13.** – Sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, le Directeur assiste aux séances avec voix consultative.
Le Maire ou ses représentants peuvent y assister avec voix consultative.
- Article 14.** – Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Régie. Il a notamment les pouvoirs suivants :
- Il autorise toutes acquisitions et toutes aliénations de biens immobiliers et mobiliers ;
 - Il consent, accepte, cède, résilie tous baux et locations ;
 - Il statue sur tous traités, marchés, soumissions, adjudications entrant dans l'objet de la société ;
 - Il souscrit, endosse, accepte ou acquitte tous chèques, traites, billets à ordre, lettres de change ; il cautionne et avalise ;
 - Il autorise tous prêts et avances ;
 - Il contracte tous emprunts, à l'exception de ceux qui comportent création d'obligations de bons ;
 - Il exerce toutes actions judiciaires.
- Article 15.** – Les taux de redevances dues par les usagers de la Régie sont fixés par le Conseil d'administration.
Les taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la Régie dans les conditions prévues aux articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Article 16.** – La passation des contrats donne lieu à un compte rendu spécial au Conseil d'administration dès sa première réunion.
- Article 17.** – Les marchés de travaux, services et fournitures sont soumis aux règles du Code des marchés publics applicables à la ville de Grasse.
- Article 18.** – Le Conseil :
- Vote le budget de la Régie et délibère sur les comptes ;
 - Délibère sur les mesures à prendre au vu des résultats de l'exploitation à la clôture de chaque exercice et au besoin en cours d'exercice.
 - Autorise le Directeur à intenter ou soutenir les actions judiciaires et à accepter les transactions ;

CHAPITRE II LE DIRECTEUR

- Article 19.** – Le Directeur de la Régie est désigné par le Conseil municipal sur proposition du Maire. Il est nommé par le Président de la Régie. Il est révoqué dans les mêmes conditions.
- Article 20.** – Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat de sénateur, député, conseiller régional, conseiller général ou conseiller municipal, ainsi qu'avec celui du membre du Conseil d'administration de la Régie.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la Régie, n'occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est relevé de ses fonctions soit par le Maire, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

Article 21. – Le Directeur assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du Conseil d'administration, le fonctionnement de la Régie.

A cet effet :

- Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'administration ;
- Il exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions ci-après concernant le comptable ;
- Il recrute et licencie le personnel nécessaire au fonctionnement de la Régie. Il fixe leurs traitements, salaires et gratifications dans la limite des inscriptions budgétaires ;
- Il est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Article 22. – Le Directeur passe, en exécution des décisions du Conseil d'administration et avec l'agrément de son Président, tous actes, contrats, traités et marchés.
Il peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature.

Article 23. – Le Directeur peut, avec l'agrément du Conseil d'administration et sur avis conforme de l'agent comptable, créer des Régies de recettes et des Régies d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R1617-1 à R1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales modifiés par décret N°2005-1601, relatif aux Régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics.

Article 24. – La Régie est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Directeur, sous réserve des attributions propres de l'agent comptable.

TITRE II REGIE FINANCIERE

CHAPITRE 1^{ER} BUDGET

Article 25. – Le projet de budget de l'année à venir est préparé par le directeur. Il est voté par le Conseil d'administration.

Article 26. – Le budget est présenté en deux sections :

- Dans la première, sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- Dans la seconde, sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

Article 27. – La section d'exploitation ou compte de résultat prévisionnel fait apparaître successivement :

- Au titre des produits : les produits d'exploitation, les produits financiers et les produits exceptionnels.

- Au titre des charges : les charges d'exploitation, les charges financières et les charges exceptionnelles.

Article 28. – Les recettes de la section d'investissement, classées par nature de produit, comprennent notamment :

- Les apports, réserves et recettes assimilées ;
- Les subventions d'investissement ;
- Les provisions et les amortissements ;
- Les emprunts et dettes assimilées ;
- La valeur nette comptable et la plus-value résultant de la cession d'immobilisation ;
- La diminution des stocks et en-cours de production.

Article 29. – Les dépenses de la section d'investissement sont classées conformément à la nomenclature du plan comptable, par nature de charges.

Elles sont destinées à couvrir notamment :

- Le remboursement du capital des emprunts et dettes assimilées ;
- L'acquisition d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières ;
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices ;
- L'augmentation des stocks et en-cours de production ;
- Les reprises sur provisions ;
- Le transfert des subventions d'investissement au compte de résultat.

Article 30. – Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant.

Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées et pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiées par le directeur au comptable et rattachées au résultat de l'exercice qui s'achève.

Article 31. – Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiés par le directeur au comptable et reportés au budget de l'exercice suivant.

Article 32. – Le Conseil d'administration délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget selon les modalités suivantes :

L'excédent comptable est affecté :

- 1) En priorité au compte report à nouveau dans la limite du solde débiteur de ce compte ;
- 2) Au financement des mesures d'investissement pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs ;
- 3) Pour le surplus, au financement des charges d'exploitation ou d'investissement, en report à nouveau ou au reversement à la collectivité locale de rattachement.

Le déficit comptable est couvert :

- 1) En priorité par une reprise totale ou partielle sur le report à nouveau créditeur ;
- 2) Pour le surplus, par ajout aux charges d'exploitation de l'exercice qui suit celui au titre duquel est affecté le résultat.

CHAPITRE II LE COMPTABLE

- Article 33.** – Les fonctions de comptable sont confiées à un comptable direct du Trésor. Le comptable est nommé par le Préfet sur proposition du Conseil d'administration, après avis du Directeur Départemental des Finances Publiques. Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.

CHAPITRE III REGIME FINANCIER

- Article 34.** – La dotation initiale de la Régie, est fixée par délibération du Conseil municipal.
- Article 35.** – Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. Elle s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.
- Les premiers apports sont définis dans la délibération du Conseil municipal institutive.
- Les immobilisations peuvent être réévaluées selon les dispositions applicables aux entreprises commerciales.
- Article 36.** – La Régie est habilitée à contracter des emprunts auprès de tous organismes prêteurs et auprès des particuliers. Elle peut également acquérir ou faire construire des biens meubles et immeubles payables en plusieurs termes aux cédants et entrepreneurs.
- Article 37.** – La Régie peut recevoir en règlement de ses créances des effets de commerce acceptés, les endosser ou les remettre à l'encaissement. Les effets de commerce reçus en règlement peuvent être escomptés conformément aux usages du commerce.
- Certaines dépenses fixées par le règlement intérieur peuvent être réglées au moyen d'effets du commerce.
- Article 38.** – Les fonds de la Régie sont déposés au Trésor.
- La Régie peut déposer ses fonds, après autorisation expresse l'autorité compétente de l'Etat, sur un compte ouvert à La Poste ou dans un établissement de crédit ayant obtenu un agrément en vertu des dispositions applicables dans les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

CHAPITRE IV COMPTABILITE

- Article 39.** – Le Directeur peut, ainsi que le Président du Conseil d'administration, prendre connaissance à tout moment dans les bureaux du Comptable, des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité. Il peut recevoir copie des pièces de comptabilité.
- Article 40.** – En fin d'exercice et après inventaire, le Directeur fait établir le compte financier par le Comptable. Ce document est présenté au Conseil d'administration en annexe à un rapport du Directeur donnant tous les éléments d'informations sur l'activité de la Régie au cours du dernier exercice et indiquant les mesures qu'il convient de prendre pour :

- Abaisser les prix de revient ;
- Accroître la productivité ;
- Donner plus de satisfaction aux usagers ;
- D'une manière générale, optimiser l'exploitation de la Régie au niveau du progrès technique en modernisant les installations et l'organisation.

Le Conseil d'administration délibère sur ce rapport et ses annexes.

- Article 41.** – Le compte financier comprend :
- La balance définitive des comptes ;
 - Le développement des dépenses et des recettes budgétaires ;
 - Le bilan et le compte de résultat ;
 - Le tableau d'affectation des résultats ;
 - Les annexes définies par instruction conjointe du Ministre chargé des collectivités locales et du Ministre chargé du budget ;
 - La balance des stocks établie après inventaire.

Le Conseil d'Administration arrête le Compte Financier.

- Article 42.** – Le compte, affirmé sincère et véritable, daté et signé par le Comptable est présenté au Juge des comptes et transmis pour information à la Collectivité de rattachement dans le délai de 2 mois à compter de la délibération du Conseil d'administration arrêtant ce compte.

TITRE III FIN DE LA REGIE

- Article 43.** – L'exploitation de la Régie prend fin en vertu d'une délibération du Conseil municipal.

- Article 44.** – La délibération du Conseil municipal décidant de mettre fin à l'exploitation de la Régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de la Régie.

Les comptes sont arrêtés à cette date. Le Maire est chargé de procéder à la liquidation de la Régie et désigne à cet effet, un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le Comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la commune.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la commune.

TITRE IV DISPOSITIONS FINALES

- Article 45.** – Pour toutes dispositions utiles à la gestion de la Régie mais non prévues dans les présents statuts, il y a lieu de se référer en tant que de besoin, aux dispositions contenues dans les articles du Code Général des Collectivités Territoriales.

Statuts modifiés à Grasse, le 4 juillet 2023